



entretien

Avec **Vincent Desportes**, général (en retraite), professeur des universités associé à Sciences Po Paris, ancien directeur de l'École de Guerre.

La défense française et ses défis

Quel est votre regard sur la puissance militaire française en 2018 ? Comment se positionne-t-elle par rapport aux puissances militaires étrangères ?

V. Desportes : Je dirais que c'est une puissance militaire en demi-teinte, c'est-à-dire que si on la compare aux autres puissances européennes, en particulier, elle se situe plusieurs coudées au-dessus. Les autres armées européennes sont en général des armées ne disposant pas du spectre complet des capacités militaires – ce que la France offre à peu près –, des armées peu entraînées et qui ne sont aptes ni à jouer le rôle de « nation-cadre », ni à « rentrer en premier » dans une opération. Compte tenu de l'altération actuelle des armées britanniques, l'armée française est sans conteste aujourd'hui l'armée la plus opérationnelle d'Europe.

Cependant, c'est une puissance militaire « en demi-teinte » parce que l'armée française est profondément dégradée, après 20 années de diminution régulière des budgets, puis une chute brutale sous la présidence Sarkozy et à nouveau sous la présidence Hollande, à peine aménagée à sa fin. Cette puissance militaire française est donc relative, parce que jamais un exécutif n'avait laissé les armées dans un état aussi déplorable que le quinquennat Hollande. Si cette puissance militaire est encore réelle et permet à la France d'être écoutée sur la scène internationale, elle est néanmoins relative parce que fortement amoindrie.

Serpent de mer de la construction européenne, l'Europe de la défense peine à séduire et à se concrétiser. Pour certains observateurs, la seule armée européenne est l'armée française et la solution serait que les Européens financent l'effort militaire français. Que pensez-vous d'une telle proposition et quel est selon vous l'avenir de l'Europe de la défense ?

Certes, ce que disait le président de la Commission européenne M. Juncker est vrai, à savoir : « La défense de l'Europe, c'est l'armée française ». L'image est caricaturale, mais elle est juste. Sur la question du financement de l'armée française par les puissances européennes en revanche, cela n'a évidemment pas de sens. D'abord, la France n'est pas un pays mercenaire et deuxièmement, ce qui fait la force de la France, c'est la capacité à engager ses forces très rapidement sur la seule décision du président de la République. À partir du moment où vous mutualisez les fonds, les pourvoyeurs de fonds ont nécessairement un regard sur l'emploi des forces. Dès lors, les capacités des armées françaises se dégraderaient encore de cette subordination à une décision multinationale qui évidemment ne déboucherait jamais dans des délais suffisamment courts pour assurer le succès d'une opération.

Il est clair cependant que l'avenir de la défense de l'Europe réside bien dans la défense européenne. Charles de Gaulle disait en son temps que la défense de la France devait être fran-

Photo ci-dessus :

Le 6 juin 2015, des soldats français de l'opération « Barkhane » patrouillent dans les rues de Tombouctou, au Mali. Au Forum international sur la paix et la sécurité en Afrique de Dakar, la ministre française des Armées a annoncé que « la force Barkhane restera le temps qu'il faudra, cela dépendra entre autres de la montée en puissance de la force conjointe du G5 Sahel. » (© AFP/Philippe Desmazes)



çaise, ce qui l'a poussé à reconstruire l'appareil de défense français, spécialement son appareil de dissuasion nucléaire. Eh bien il convient aujourd'hui que la défense de l'Europe soit européenne. Il y a d'autant moins le choix que la défense américaine est de plus en plus illusoire pour de multiples facteurs – le premier d'entre eux étant la dérive Pacifique du continent américain, mais également en raison des évolutions ethnologiques de la population américaine. L'Amérique qui est intervenue deux fois en Europe, pour les deux guerres mondiales, était une Amérique profondément blanche, qui avait un lien très fort avec sa grand-mère Patrie, l'Europe. Mais les choses évoluent. En 2040 (ces chiffres sont

“ L’armée française est forte de n’avoir jamais cédé aux sirènes de l’OTAN et d’avoir toujours compté sur elle-même, ce qui lui a permis de conserver un spectre de capacités lui conférant une certaine autonomie. ”

exacts et ne bougeront pas), la majorité des Américains seront d'origine hispanique, africaine ou asiatique. Le lien charnel entre l'Amérique et l'Europe va se dissoudre peu à peu. Si à ce moment-là l'Europe n'est pas capable de se défendre elle-même, les Américains – de moins en moins européens – se mobiliseront difficilement pour elle. D'ailleurs, le retrait de l'Amérique sous Obama et sous Trump est lié à cette distanciation grandissante entre l'Amérique et l'Europe.

Autre élément important : l'Europe était le marché traditionnel des États-Unis – c'est bien pour cela qu'ils sont revenus par deux fois remettre de l'ordre dans leur marché pour pouvoir continuer leurs affaires –, or c'est de moins en moins le cas. La logique qui les a amenés à intervenir chez nous s'effiloche. L'Europe doit

construire sa défense et de moins en moins compter sur l'OTAN, qui repose sur les États-Unis alors qu'eux-mêmes se désintéressent peu à peu de l'Europe. Par ailleurs, l'Europe doit jouer un rôle dans les relations internationales, parce qu'elle est une puissance stabilisatrice, la puissance des « Lumières » dont le monde en ébullition a besoin. Et pour que l'Europe parle, puisse être écoutée, il faut qu'elle puisse agir au plan militaire. Or, elle ne le pourra que lorsque des forces pourront s'engager au nom de l'Europe, ce qui est aujourd'hui loin d'être le cas. Si Paris est aujourd'hui mieux entendue que Bruxelles dans les discussions internationales, c'est simplement parce que la France peut militairement s'engager en cas de crise, ce dont l'Europe n'est pas capable. Dans l'intérêt de l'Europe, dans

armée européenne aujourd'hui capable de le faire. Elle a également une expérience très forte des opérations extérieures ; elle est extrêmement aguerrie. Elle dispose d'un corps d'officiers et de sous-officiers de très grande qualité et de soldats professionnels que le monde entier nous envie, comme nos forces spéciales qui sont parmi les meilleures du monde, à niveau égal avec celles des États-Unis.

Et quelles sont ses principales faiblesses ? Les faiblesses militaires de la France viennent de deux choses. La première chose c'est que nous n'avons pas véritablement adapté au nouveau contexte les choix qui avaient été faits pendant la guerre froide. En particulier, l'armée française n'avait pas à se projeter puisqu'elle



l'intérêt de la paix du monde, il est urgent que l'Union européenne se dote d'une défense propre. Cela ne veut cependant pas dire que la France doit courir vers ce qui demeure une Arlésienne en limitant son propre effort, pour longtemps encore absolument nécessaire à la défense de la France et des Français.

Quels sont aujourd'hui les principaux atouts de l'armée française ?

L'armée française est forte de n'avoir jamais cédé aux sirènes de l'OTAN et d'avoir toujours compté sur elle-même, ce qui lui a permis de conserver un spectre de capacités lui conférant une certaine autonomie. Elle est capable de monter des opérations par elle-même, ce qui constitue un avantage comparatif considérable. C'est d'ailleurs la seule

devait se battre de l'autre côté du Rhin, donc elle manque dramatiquement de capacités de projection stratégique, que l'on parle de voie maritime ou de voie aérienne. Elle manque aussi par exemple d'armes aptes à détruire les défenses antiaériennes adverses, parce qu'il avait été décidé pendant la guerre froide que les Américains étaient responsables de cette mission. Cela constitue donc un certain nombre de trous capacitaires qui correspondaient à un choix rationnel pendant la guerre froide et qui n'ont toujours pas été réparés.

Ensuite, les problèmes proviennent de cette chute budgétaire qui a réduit les effectifs et qui au fond s'est traduite par la réduction de ce que l'on peut appeler « l'épaisseur stratégique » des armées françaises. Aujourd'hui, celles-ci

Photo ci-dessus :

En janvier 2017, un Rafale s'apprête à frapper un centre de commandement de Daech, en périphérie de Mossoul. Au cours de l'année 2017, l'armée de l'air a effectué plus de 22 500 heures de vol au titre des opérations extérieures, soit plus de 3800 missions. Le Sahel demeure le théâtre où l'armée de l'air est la plus active, avec 2140 missions et 13 500 heures de vol, dont près de la moitié ont été effectuées par les cinq drones MALE (moyenne altitude longue endurance) MQ-9 Reaper basés à Niamey, au Niger. (© EMA/Ministère de la Défense)

sont devenues une toute petite armée compte tenu de la multiplicité des zones de conflit dans lesquelles elle doit s'engager. Elle est capable du meilleur techniquement et tactiquement, mais elle a le plus grand mal à transformer ses succès tactiques en succès stratégiques durables. On le voit clairement au Mali et au Sahel. L'opération « Serval » conduite par la France a été particulièrement bien menée mais ce succès n'a pu être transformé par manque de moyens. Aujourd'hui, la France s'épuise au Sahel sans parvenir à ses fins.

aujourd'hui, les capacités militaires françaises sont profondément dégradées.

D'une part, comme vous l'avez dit, au niveau des conditions de vie des familles et des soldats (conditions souvent à la limite de l'acceptabilité), et je dirais de manière générale, au niveau des conditions d'exercice de la profession. Il est nécessaire – et Mme Parly, la ministre de la Défense, semble l'avoir pris en compte – de faire un effort considérable sur les conditions de vie et d'exercice de la profession de manière à faire remonter le moral. Ce dernier est aujourd'hui

voit donc qu'on est dans une situation difficile. Il y a des carences capacitaires, il y a des capacités dont nous devrions disposer et que nous n'avons pas. C'est le cas par exemple des hélicoptères lourds, ce qui est très surprenant puisque nous sommes de plus en plus engagés sur des zones immenses telles que le Sahel, qui est plus vaste que l'Europe, et où l'instrument normal de travail serait l'hélicoptère lourd. Cela manque dramatiquement aux armées françaises.

Photo ci-contre :

Un VAB (véhicule de l'avant blindé) lors du défilé du 14-Juillet. Alors que ce véhicule avait un taux de disponibilité de 42 % en 2016, son successeur, le Griffon, a défilé pour la première fois sur les Champs-Élysées en 2017 et devrait être livré à 1722 exemplaires à l'armée de terre pour une entrée en service fin 2019. Il constitue la première déclinaison du programme Scorpion de renouvellement des blindés de l'armée de terre, dont une partie frôle les 40 ans d'âge. (© Marie-Lan Nguyen/Wikimedia Commons)



“ L'armée française, c'est l'armée des 50 %. Aujourd'hui, moins d'un char sur deux est opérationnel, moins d'un bateau sur deux peut prendre la mer et moins d'un avion sur deux peut décoller. ”

Vous avez plusieurs fois alerté l'opinion sur le fait que l'armée française – engagée sur plusieurs théâtres d'opération à l'international mais également sur le sol national via l'opération « Sentinelle » – faisait face à une grande fatigue. La Cour des Comptes a également fait part de son inquiétude quant au niveau de mobilisation particulièrement élevé de l'armée française et à ses conséquences sur les hommes et le matériel. En octobre 2017, c'est un rapport du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire qui pointait un sentiment diffus de déclassement, la lassitude face au manque de soutien ou des facteurs de démotivation dus à la dégradation de la disponibilité de certains équipements et à l'insuffisance d'entraînement. Quelle est concrètement la situation et quels sont les risques ?

La situation des armées françaises est mauvaise. Nous sommes à un moment de remontée en puissance, c'est bien ce qui s'inscrit dans la Loi de programmation militaire qui va être bientôt votée. Mais

très bas, avec, pour conséquence, la difficulté de l'armée française à constituer et conserver sa ressource humaine. Une grande proportion de nos soldats ne termine pas son contrat d'engagement et une partie plus grande encore ne le renouvelle pas. Nous faisons donc face à des pertes récurrentes de personnels formés, donc une perte budgétaire, ainsi qu'à une incapacité à réaliser de manière optimale la remontée en puissance puisque le niveau visé suppose d'attirer et de conserver notre ressource humaine. Cela constitue un vrai problème qui doit être réglé, c'est la base.

À côté de cela, il y a un problème de manque d'épaisseur stratégique des armées françaises ainsi qu'un problème capacitaire assez généralisé. Pour faire simple, caricatural mais juste, on peut dire que l'armée française, c'est l'armée des 50 %. Aujourd'hui, moins d'un char sur deux est opérationnel, moins d'un bateau sur deux peut prendre la mer et moins d'un avion sur deux peut décoller. En ce qui concerne les hélicoptères, ce serait plutôt moins d'un sur trois. On

À cela s'ajoute un déficit capacitaire. En effet, il nous manque des moyens en termes de projection stratégique et de ravitaillement en vol de nos avions ; deux missions pour lesquelles nous dépendons actuellement étroitement des Américains. Nous manquons aussi évidemment de moyens de renseignement. Même si un effort est fait en matière de drones, ce qui porte ses fruits doucement, il demeure un réel déficit des moyens dans ce domaine comme dans d'autres.

Enfin, le troisième problème capacitaire est ce que j'appellerai la « gériatrie capacitaire », dans le sens où l'armée française traîne encore des équipements beaucoup trop âgés, qui ne rendent pas les services nécessaires, qui mettent souvent en danger la vie de nos soldats et qui coûtent une fortune à entretenir. Je pense évidemment pour l'armée de terre au véhicule de l'avant blindé (VAB), qui est la mule de l'armée de terre et qui aujourd'hui doit impérativement être changé. Des mesures ont été prises en ce sens pour accélérer l'arrivée des Griffon – les remplaçants du VAB. Je pense pour



l'armée de l'air à nos ravitailleurs en vol, les KC-135, qui ont plus d'un demi-siècle d'existence, ou à nos Atlantique 2, qui en ont presque autant. Je pense pour la marine à nos navires ravitailleurs qui, s'ils ne battaient pas pavillon national, auraient l'interdiction de voguer selon la réglementation internationale.

Un manque d'épaisseur stratégique et des problèmes capacitaires importants donnent comme résultat un manque d'autonomie stratégique. Cette dernière est pourtant revendiquée à longueur de Livre blanc ou de *Revue stratégique*. Or la vérité est que la France ne peut conduire aucune opération d'importance qui ne serait validée par les États-Unis. Elle a en perma-

nence besoin des États-Unis, pour tout ce qui est projection stratégique d'importance, tout ce qui est renseignement, etc. L'autonomie stratégique, principe sur lequel repose la défense de la France, est aujourd'hui un souvenir ancien.

En janvier 2018, le président français annonçait une hausse du budget militaire de 1,8 milliard pour le porter à 34,2 milliards d'euros de crédit. Quels sont aujourd'hui les besoins de l'armée française afin que cette dernière dispose des moyens de ses ambitions ?

En ce qui concerne le budget 2018, il faut bien comprendre qu'il s'agit d'un budget de rattrapage. Il n'apporte rien de nouveau aux armées mais finance simplement des mesures qui avaient été prises pendant la présidence Hollande et qui n'avaient pas été financées. Il s'agit par exemple d'acheter tout simplement des armes pour les effectifs qui correspondent à la remontée en puissance de l'armée de terre. Cette mesure permet de rattraper les 850 millions qui ont été volés par Bercy à la défense de la France à l'été 2017 – on se souvient de cette crise qui a provoqué la démission du général de Villiers (1) – et de financer une partie supplémentaire des opérations extérieures (OPEX). La vraie montée en puissance doit se faire à partir de 2019, avec des augmentations tout à fait substantielles dans la Loi de programmation militaire. Aujourd'hui, on doit considérer que le verre n'est pas à moitié vide, mais bien à moitié plein. Mais à moitié seulement, puisque le budget des armées doit parvenir à 2 % du PIB, c'est une norme arbitraire mais c'est une norme reconnue par tout le monde. Or, pour parvenir à cet objectif, la Loi de programmation militaire (LPM) prévoit comme d'habitude une accélération brutale de la croissance des budgets à partir de la fin du mandat présidentiel de M. Macron.

“ L'armée française a un problème de « gériatrie capacitaire », dans le sens où elle traîne encore des équipements beaucoup trop âgés, qui ne rendent pas les services nécessaires, qui mettent souvent en danger la vie de nos soldats et qui coûtent une fortune à entretenir. ”

Déploiement des forces françaises hors métropole



- Forces de souveraineté :**
 Guyane : 2 100 hommes
 Réunion/Mayotte/TAAF : 1 600 hommes
 Nouvelle-Calédonie : 1 450 hommes
 Antilles : 1 000 hommes
 Polynésie française : 900 hommes
- Forces de présence :**
 Djibouti : 1 450 hommes
 Côte d'Ivoire : 950 hommes
 É.A.U. : 650 hommes
 Sénégal : 350 hommes
 Gabon : 350 hommes

Présence des forces françaises hors métropole

- Forces de souveraineté
- Forces de présence
- Point d'appui permanent ou base avancée temporaire

Opérations extérieures (OPEX)* en cours**

- OPEX sous mandat français
- OPEX sous mandat des Nations Unies
- OPEX sous mandat européen ou autre

Théâtres d'opération sous pavillon français ou de l'OTAN depuis 2002

- Théâtre d'opération où la France est actuellement engagée
- Théâtre d'opération entre 2002 et 2016

* Le nom de l'opération et le nombre de militaires français déployés sont indiqués (actualisation : 08/03/2018). ** Les OPEX comptant moins de 15 militaires français ne sont pas représentées. Source : Ministère de la Défense



Photo ci-dessus :

Le porte-avions *Charles de Gaulle* dans l'océan Indien. Alors que ce dernier est en révision à Toulon jusqu'à début 2019, le chef d'État-major de la Marine, Christophe Prazuck, plaide pour la construction d'un second porte-avions, estimant le coût autour de 4,5 milliards d'euros et un minimum de 10 ans de construction. Il a également rappelé que « les Chinois veulent en construire quatre, les Britanniques vont en avoir deux. C'est un outil militaire, mais aussi un outil politique, et qui permet d'agréger nos partenaires européens. »
(© Pascal Subtil)

Donc, comme d'habitude, la fin de l'effort est toujours remise à la mandature suivante, ce qui quelque part relève de la malhonnêteté.

Justement, le 8 février dernier, le Conseil des ministres adoptait le projet de Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025, qui doit définir pour les sept années à venir le périmètre stratégique de l'armée française, les équipements nécessaires à sa réalisation et les moyens budgétaires. Quelles sont les grandes lignes de cette LPM et qu'en pensez-vous ?

Les grandes lignes de cette loi correspondent à ce que j'ai dit précédemment. Cette loi va permettre de ramener les armées à la hauteur des nécessités de défense d'une part et du nombre d'opérations d'autre part. Le principal problème des armées françaises sous le quinquennat Hollande était justement l'inadéquation entre les missions et les moyens.

Après 18 mois d'immobilisation et 1,3 milliard d'euros de travaux, le porte-avions *Charles de Gaulle* devrait repartir sur les flots jusqu'en 2040. Dans le cadre des réflexions autour de la LPM, certains appellent déjà à la réalisation d'un nouveau porte-avions, espérant même obtenir le remplaçant du *Charles de Gaulle* avant que ce dernier n'arrête de naviguer, ce qui permettrait à la France de retrouver « la permanence à la mer ». Est-ce une priorité pour la défense française ?

Je crois que, compte tenu des difficultés budgétaires de la France et de la nécessité de disposer d'un système de défense en adéquation avec la réalité conflictuelle, la question du porte-avions doit être posée sans tabou, tout comme celle de la dissuasion nucléaire, dont chacun a noté que toute réflexion sur le sujet était exclue des réflexions générales de défense depuis le Livre blanc de 2008. Cela constitue une faute à la fois intellectuelle et politique.

En ce qui concerne le porte-avions, la question se pose de sa nécessité. C'est un concept très ancien, conçu entre les deux guerres parce que nous ne disposions pas à ce moment-là de capacités de ravitaillement en vol. Ceci a changé. Aujourd'hui, il faut bien comprendre que le porte-avions est d'abord un outil d'action non pas de politique extérieure mais de politique

intérieure. Quand le président français ne sait pas quoi faire – on l'a très bien vu sous la présidence Hollande –, il envoie le porte-avions se promener en Méditerranée orientale. Il est clair que l'efficacité d'un avion est très supérieure s'il est posé comme aujourd'hui dans la base aérienne dont nous disposons en Jordanie que s'il décolle d'un groupe aéronaval. Le prix du kilogramme d'explosif déposé par un Rafale décollant du porte-avions est en effet infiniment plus élevé que le même kilogramme déposé par un avion qui aura été conduit par ravitaillement en l'air ou qui décollera d'une base aérienne qu'on saura toujours trouver, l'histoire le prouve, autour d'un théâtre d'opérations.

« Compte tenu des difficultés budgétaires de la France et de la nécessité de disposer d'un système de défense en adéquation avec la réalité conflictuelle, la question du porte-avions doit être posée sans tabou, tout comme celle de la dissuasion nucléaire. »

La question du porte-avions se pose d'autant que désormais, c'est un fait nouveau, les armes capables de détruire les porte-avions en mer existent. Les Chinois s'en sont dotés, et il est probable qu'un prochain conflit conventionnel – et j'espère qu'il n'y en aura pas – amènerait la destruction de ces flottes de porte-avions extrêmement rapidement. Il est donc temps de conduire une vraie interrogation sur le bien-fondé de conserver des porte-avions comme certaines composantes d'ailleurs de la dissuasion nucléaire.

Concernant celle-ci, Emmanuel Macron a déclaré qu'elle constituait la « clef de voûte de la stratégie de défense » et a confirmé le lancement de « travaux de renouvellement de nos deux composantes » océanique et aérienne. Quels sont les besoins et les défis à relever dans ce domaine ?

Il y a un vrai piège du nucléaire, celui de l'endormissement citoyen. Depuis longtemps, les présidents de la République affirment que le nucléaire constitue le cœur de la défense et répètent *ad nauseam* la même chose sans que la réflexion avance d'un millimètre... Ce qui permet tranquillement de réduire les budgets militaires. C'est l'assoupissement nucléaire. C'est à l'abri de ce mensonge que l'on a pu dire aux Français qu'ils avaient moins besoin de forces conventionnelles, qu'elles pouvaient être réduites, comme si leur soi-disant assurance-vie les protégeait aussi contre tous les petits accidents de la vie quotidienne ! Le nucléaire a été un piège pour les armées françaises, qui y ont perdu leur capacité opérationnelle. Il est temps de rouvrir un véritable débat sur le nucléaire. Bien sûr, il est hors de question de se priver de la sécurité nucléaire. Mais la question demeure : quel nucléaire ? Pour quoi faire ? Quelles composantes ? Quel type d'arme doit-on avoir ? Faut-il améliorer sans cesse nos missiles et leurs têtes nucléaires ? Ne



dissuaderait-on pas autant avec 150 têtes nucléaires qu'avec 300 ? Faut-il avoir encore une composante aérienne, une composante sur porte-avions ? Rien n'est moins sûr. Faut-il assurer encore une permanence à la mer ? Rien n'est moins sûr. Faut-il changer de plate-forme sous-marine aussi souvent que nous le faisons – nous le faisons beaucoup plus souvent que les Américains – ? Rien n'est moins sûr. Il y a des logiques industrielles, d'ingénierie qu'il ne faut pas mépriser, mais aujourd'hui, je pense qu'il est nécessaire et urgent de poser un vrai débat sur la dissuasion.

et est-ce compatible avec les ambitions politiques en matière de défense européenne, notamment le développement d'une coopération en matière industrielle ?

La question que vous posez est importante. La France ne peut pas abandonner son autonomie de défense au profit d'une Europe qui ne serait pas capable de la défendre. Donc la France doit faire extrêmement attention. Les principes de mutualisation des armements, etc. sont de beaux principes théoriques, mais la France ne doit pas en pâtir en termes de capacité d'autodéfense. Comme je le

repose sur le fantasme que les Français ont du service national, qui paraît aujourd'hui paré de toutes les vertus – vingt ans après sa suspension – et qui repose également sur un nouveau ressenti : celui du besoin de Nation et d'État face aux menaces extérieures. Le service national universel s'attaque aux effets et non aux causes. Il vaut mieux utiliser ce qui existe déjà, à savoir le service civique. C'est bien que les jeunes Français se désintéressent un moment d'eux-mêmes et aillent donner à la Nation. Il y a également le service militaire volontaire ou le service militaire adapté qui fonctionnent. Je crois que ce serait une erreur profonde de se lancer dans une nouvelle construction qui a toutes les chances de ne pas marcher et qui mettra de toutes façons beaucoup de temps à fonctionner. Si cette affaire-là est lancée, il faudra en tous cas conduire d'abord une expérimentation pour en vérifier la pertinence. Mais si ce projet devait être porté essentiellement par la défense, le risque

“ Il faut bien comprendre que la dissuasion n'est pas nucléaire. La dissuasion, c'est l'équilibre et la cohérence du système entre les forces nucléaires et les forces conventionnelles. ”

Il faut bien comprendre que la dissuasion n'est pas nucléaire. La dissuasion, c'est l'équilibre et la cohérence du système entre les forces nucléaires et les forces conventionnelles. Considérer que la dissuasion nucléaire est une des quatre missions fondamentales des armées est évidemment une erreur. La dissuasion en est une, mais il s'agit bien de cohérence. Là est le problème. Si, à partir du début des années 2020, les budgets militaires ne sont pas suffisamment abondés, il y aura un effet d'éviction, c'est-à-dire que les nécessités budgétaires relevant du renouvellement et de la modernisation de l'arsenal nucléaire vont entraîner mécaniquement la diminution des budgets consacrés aux forces opérationnelles. Il faudra donc augmenter à nouveau les budgets ou bien retrouver des équilibres en se posant sérieusement la question de ce qui constitue la véritable dissuasion.

Le débat nucléaire s'est figé complètement à partir de la fin de la guerre froide. On est resté sur des positions qui n'ont jamais véritablement été réfléchies, pour un certain nombre de raisons que l'on comprend bien, mais qui ont assez rarement à voir avec les véritables nécessités de la défense de la France.

La LPM fait de l'autonomie stratégique de la défense française une priorité inconditionnelle. Quels sont les enjeux



disais plus haut, il faut aller de manière ferme vers l'Europe. La défense de l'Europe doit être européenne, nous n'avons pas le choix, mais en même temps, nous ne devons pas nous départir de notre autonomie de défense qui est aujourd'hui la garantie de la sécurité des Français, de la France métropolitaine et ultramarine

Enfin, que pensez-vous du service national universel proposé par le Président ?

Pour l'instant, ce projet est parfaitement flou. Il s'agit d'un gadget électoraliste, qui

serait alors que son coût soit une profonde dégradation de cette armée que la LPM veut restaurer. En aucune façon la défense ne doit être la victime de ce projet, parce que les Français ont besoin d'une défense militaire face à la montée des menaces et des risques.

Entretien réalisé par Thomas Delage le 09/03/2018

Note

(1) À la veille du 14 juillet 2017, le gouvernement avait, par décret, rogné de 850 millions le budget dédié aux équipements militaires, en partie pour financer en urgence le dépassement de budget des opérations extérieures. [Ndlr]



Photo ci-contre :
Un SNLE (sous-marin nucléaire lanceur d'engins) de la classe Le Triomphant, d'une durée de vie de 40 ans. La modernisation de la dissuasion nucléaire française et le renouvellement de ses composantes océanique et aérienne font partie des principaux défis des armées françaises, la facture étant estimée à 50 milliards d'euros sur vingt ans. (© Marine nationale)